



Marché n°2025-03

Entretien, dépannage et travaux des ascenseurs et des systèmes de fermetures automatisées de l'Université Rennes 2

Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP)



Votre référent en ingénierie du bâtiment

Lot 2 : Entretien et dépannage des systèmes de fermetures automatisées (Comprend Portes, Portails et barrières, motorisées et automatiques)

Marché public – Marché de services

Texte référent : Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques

Sommaire :

Article 1	Préambule	3
1.1	Périmètre	3
1.2	Connaissance des équipements et des sites	3
1.3	Sites concernés	4
Article 2	Entretien des équipements	4
2.1	Périmètre et objectifs	4
2.2	Périodicité et période d'intervention	5
2.2.1	Périodicité des maintenances préventives	5
2.2.2	Période d'intervention	6
2.3	Types de maintenances	6
2.4	Disponibilité des pièces	6
2.5	Bon d'intervention	6
2.6	Prise en charge de nouvelles installations	7
Article 3	Conditions d'exécution	7
3.1	Généralités	7
3.2	Sécurité	7
3.2.1	Plan de prévention	8
3.2.2	Type de matériaux et diagnostics amiante	8
3.3	Organisation de l'entreprise	8
3.4	Procédures d'intervention	9
3.4.1	Campus Villejean et La Harpe à Rennes	9
3.4.2	Campus Mazier et Gymnase de la Vallée à Saint-Brieuc	9
3.5	Moyens matériels du titulaire	9
3.6	Identifications des équipements	9
3.7	Documentation	10
Article 4	Contrôles - États des lieux - Audit des installations	10
4.1	Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle	10
4.2	Etats des lieux contradictoires	11
4.3	Réserves de maintenance	11
Article 5	Opérations de vérifications périodiques	12
5.1.1	Contenu de l'entretien de base	12
5.1.2	Portée de l'entretien	13
5.1.3	Marquage au sol	14
5.2	Planning d'intervention	14
5.3	Durée des travaux d'entretien et dépannage	14
Article 6	Information vers l'acheteur	15
6.1	Carnet d'entretien	15
6.2	Opérations de maintenance lourde	16
6.3	Tenue d'un registre d'appel	16
6.4	Bordereau d'intervention	16
6.5	Registre de sécurité	16
Article 7	Disponibilité des pièces de rechange	16
Article 8	Équipements du personnel intervenant	17

Article I Préambule

1.1 Périmètre

L'acheteur souhaite confier l'entretien de ses installations à des entreprises compétentes. Les objectifs du présent marché sont le respect de la réglementation, la conservation des équipements et l'amélioration du service rendu aux utilisateurs.

La liste des équipements par bâtiment est indiquée en Annexe 7 – DPGF Maintenance.

1.2 Connaissance des équipements et des sites

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte pour l'établissement de son chiffrage, l'ensemble des contraintes d'environnement des sites. En conséquence, Le Titulaire ne pourra arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des sites et installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage, conditions climatiques ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le Titulaire est réputé, lors de la remise de son offre, avoir :

- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.
- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations.
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux.
- Le cas échéant, questionné l'acheteur ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge du Titulaire.

Les dispositions du présent contrat sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangements, accords, interprétations ou garanties qui n'y soient spécifiées. Elles annulent et remplacent toutes propositions ou accords antérieurs et prévalent sur toutes autres communications entre les parties se rapprochant à l'objet du présent contrat y compris les devis et conditions générales fournies par le Titulaire.

L'acheteur a établi un marché à objectifs de résultats (au-delà des moyens minimaux que la réglementation impose de fixer). Le titulaire devra mettre en place une organisation permettant de garantir au moins le même niveau de service, de sécurité et de fiabilité que celui décrit dans le présent CCTP. Il la détaillera en Annexe 5 – CRTA.

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

Si l'une des stipulations du présent marché, ou une partie d'entre elles, est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle est réputée non écrite mais n'entraîne pas la nullité du marché ou celle d'une clause partiellement concernée.

1.3 Sites concernés

Les sites concernés par le présent marché sont :

- Campus Villejean à RENNES
- Campus La Harpe à RENNES
- Campus Mazier à SAINT BRIEUC
- Gymnase de la Vallée à SAINT BRIEUC

Article 2 Entretien des équipements

2.1 Périmètre et objectifs

Le présent contrat est un contrat de type « complet » qui porte sur l'entretien de portes et portes de garage (basculantes, sectionnelles, coulissantes), portails (coulissants, battants), barrières et rideaux, motorisés, automatiques ou semi-automatiques.

L'acheteur souhaite que la maintenance des installations faisant l'objet du contrat permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers doit être le souci constant du Titulaire dans l'exécution du contrat.

Le Titulaire effectue la réparation, ou le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses, ou excessivement usées.

La liste minimale des opérations d'entretien, complétée par les opérations à effectuer à la demande expresse de l'acheteur, figure en annexe F du présent CCTP.

Le Titulaire s'engage à effectuer les opérations d'entretien conformément à la réglementation applicable dans les établissements recevant du public.

Le contrat est réalisé conformément aux dispositions réglementaires et législatives des décrets et arrêtés, normes et directives et notamment :

- Décret n° 90-567 du 5 juillet 1990 modifié par Décret n°2006-750 du 27 juin 2006 relatif à la sécurité des portes automatiques de garage ;
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes automatiques de garage des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 1^{er} février 1991 relatif à la mise en conformité des portes automatiques de garage des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

-
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation des dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
 - Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 ;
 - Décret n° 2006-750 du 27 juin 2006 relatif à l'installation des portes automatiques de garage dans les bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
 - Arrêté du 9 août 2006 relatif à l'application de l'article R.125-3-I du code de la construction et de l'habitation ;
 - Au décret n°2008-244 du 7 mars 2008 relatif à la sécurité sur les lieux de travail ;
 - Normes : NF P25-362 de décembre 1989 et octobre 1992, fermetures pour baies libres et portails, EN 13241-1, EN 12435, EN 12978, EN 12424, EN 12425, EN 12426, EN 12428 et suivantes, C15-100.
 - Directives : 89/106/CEE, 98/37/CEE, 73/23/CEE, 89/336/CEE et retranscriptions en droit Français

2.2 Périodicité et période d'intervention

2.2.1 Périodicité des maintenances préventives

La périodicité des maintenances préventives est la suivante :

- Tous les semestres :
 - Barrières levantes tous sites,
 - Portes piétonnes tous sites,
 - Une porte basculante bâtiment P,
 - Un rideau métallique gymnase de saint Briec.

Les visites seront espacées entre elles au minimum de 4 mois et au maximum de 8 mois.

- Tous les ans :
 - Rideaux métalliques tous sites.
 - Une porte sectionnelle bâtiment O.

Les visites seront espacées entre elles au minimum de 10 mois et au maximum de 14 mois.

Le retard ou l'absence de visites périodiques comme indiqué ci-dessus peut donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

2.2.2 Période d'intervention

Les opérations de maintenance :

- forfaitaire systématique, conditionnelle et prévisionnelle sont réalisées dans la période d'intervention comprise du Lundi au Samedi de 8h à 18h.
- corrective (curatif et palliatif) sont réalisées 24h/24 tous les jours de l'année et jours fériés inclus, par dérogation à l'article 32.2. du CCAG-FCS.

2.3 Types de maintenances

Le Titulaire :

- réalise, à sa charge, les visites de maintenance conditionnelle et en justifie dans ses rapports périodiques.
- Ajuste ces visites de maintenance conditionnelle en fréquence et qualité sur les sites de l'Université, en le justifiant auprès du représentant de l'acheteur et après son accord,
- En déduit les visites de maintenance prévisionnelle (par exemple : fréquence de serrage des bornes, changement des huiles...) et l'inscrira dans le plan de maintenance.

Le Titulaire réalise à sa charge la maintenance palliative (= réparation provisoire) ou, le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses ou usées, listées en Annexe G du présent CCTP.

Le titulaire assure l'entretien et le remplacement des équipements de type « anti-vandales » lorsqu'ils existent dans le cadre de son forfait annuel, sauf dégâts consécutifs à des actes de vandalisme.

2.4 Disponibilité des pièces

Les pièces listées dans l'Annexe G du présent CCTP sont disponibles dans les locaux du titulaire ou sont approvisionnées dans un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de l'intervention, exception faite de pièces particulières nécessitant une fabrication ou un approvisionnement spécifique qu'il convient de justifier ; notamment : vis d'entraînement, poulie, panneau de porte, etc.

L'adaptation des pièces de rechange qui ne proviendraient pas du fabricant d'origine relève de la responsabilité et à la charge du titulaire du présent marché.

Ces échanges de pièces font l'objet d'une information particulière à l'acheteur et d'une inscription sur le carnet d'entretien.

2.5 Bon d'intervention

Le titulaire remet systématiquement et immédiatement à l'acheteur, pour toute intervention de maintenance préventive et curative un bon d'intervention qui sera également envoyé par mail. Il comprendra les informations suivantes :

- Nom de l'intervenant,
- Le site,

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

-
- Le bâtiment,
 - Le numéro de l'appareil concerné, (référence de l'Université)
 - Date et heure d'arrivée sur site,
 - Date et heure du départ,
 - Nature de l'intervention,
 - Prestation réalisée.

2.6 Prise en charge de nouvelles installations

A la prise en charge d'un nouvel équipement installé par un prestataire tiers, le titulaire sera présent à la réception et devra faire état de réserves réglementaires ou techniques.

A la suite de quoi, il ne pourra faire état d'aucune malfaçon.

Article 3 Conditions d'exécution

3.1 Généralités

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions telles que définies par les exigences du présent cahier des charges et selon les règles de l'art en la matière.

Le contenu des prestations tient compte des prescriptions du constructeur, des conditions et de la fréquence d'utilisation, des horaires d'intervention, de l'âge, et de la technologie de l'installation.

Le Titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

Le Titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-I et suivants du code du travail.

Le Titulaire met à disposition de l'acheteur un numéro téléphonique non surtaxé avec un délai de prise d'appel de 2 minutes maximum permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.

Le Titulaire met à disposition de l'acheteur une astreinte technique et téléphonique afin d'intervenir dans les délais définis contractuels. Le non-respect des délais d'intervention entraîne l'application des pénalités selon les modalités définies au CCAP.

Le Titulaire s'engage à communiquer les numéros (permanence et astreinte) dans les 10 jours ouvrés suivants la notification du marché.

3.2 Sécurité

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

3.2.1 Plan de prévention

Le Titulaire et l'acheteur établiront conjointement, au plus tard 10 jours ouvrés suivants la date de notification du marché, un plan de prévention « Hygiène et Sécurité » et celui-ci devra être révisé annuellement.

3.2.2 Type de matériaux et diagnostics amiante

Le titulaire a l'obligation de se renseigner sur la nature des matériaux utilisés dans les revêtements de protection des ouvrages et, le cas échéant, en faire la demande à l'acheteur par tout moyen permettant d'apporter une preuve certaine de la réception, conformément aux décrets n°97-855 du 12 septembre 1997, n°2001-840 du 13 septembre 2001, n°2002-839 du 3 mai 2002 et n°2003-461 du 21 mai 2003. ».

L'acheteur fournit, sur demande, la synthèse des Diagnostics amiante sur l'ensemble des zones disposant d'équipements du lot 1 dans le cadre du présent marché.

Dans le cas où des matériaux suspects seraient présents dans les lieux d'intervention, les techniciens utilisent des protections individuelles conformes au degré de risque. La prise en compte des éventuels surcoûts est exclusivement à la charge du titulaire **dont le personnel est formé à travailler au titre de la « sous-section 4 »**, au plus tard lors de la prise d'effet du marché.

Si le titulaire détecte la présence de matériaux suspects, il a l'obligation de le signaler à l'acheteur, dans les plus brefs délais, par tout moyen permettant d'apporter une preuve certaine de la réception.

3.3 Organisation de l'entreprise

Le Titulaire dispose d'une centrale d'appel permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24 – 7j/7, tous les jours de l'année, jours fériés inclus (Appel local ou N° Vert uniquement).

Le Titulaire doit proposer un interlocuteur unique pour le pilotage du contrat de maintenance. La qualification, l'autonomie et la fonction de cet interlocuteur sont précisées en Annexe 5 - CRTA et doivent être indiquées dans le mémoire du Titulaire.

Le Titulaire remet à l'acheteur un plan de maintenance daté à chaque date anniversaire du marché. Ce plan doit être conforme au cahier des charges et notamment aux opérations minimales (Annexe F).

Une analyse des technologies présentes sur chaque tournée doit être effectuée régulièrement par le Titulaire qui met alors en œuvre un plan spécifique de formation des techniciens concernés.

L'affectation par l'entreprise d'une équipe dédiée au marché (à savoir un technicien référent et un chargé d'affaires/commercial) sera privilégiée (connaissance du parc, des interlocuteurs de l'acheteur et des procédures d'intervention et de reporting, ...).

En cas de remplacement de « l'interlocuteur unique » ou d'un technicien de maintenance en cours d'exécution du contrat, le remplaçant dispose à minima des mêmes qualifications, expériences, autonomie et autorité/fonction.

Le Titulaire mettra à disposition de l'Université pour toutes correspondances :

- Un numéro d'appel d'urgence de l'agence
- Un numéro d'appel du centre d'intervention
- Un numéro d'appel du cadre d'astreinte
- Un numéro d'appel du technicien de maintenance qui sera référent au site

Ces N° ne doivent pas renvoyer sur un répondeur ni être surtaxés.

3.4 Procédures d'intervention

3.4.1 Campus Villejean et La Harpe à Rennes

Pour toute intervention, le technicien du titulaire doit se présenter avant son intervention au Poste Central de Sécurité de l'Université situé au bâtiment D porte D209. Il prendra l'information de son intervention, les clefs et le badge d'accès aux différents locaux.

Suite à son intervention, le technicien devra se présenter à nouveau au Poste Central de Sécurité pour la remise des clefs et du badge. Il transmettra en parallèle et dans les délais contractuels, son bon d'intervention par mail.

3.4.2 Campus Mazier et Gymnase de la Vallée à Saint-Brieuc

Pour toute intervention, le technicien du titulaire doit contacter téléphoniquement le technicien de maintenance du Campus et se présenter avant son intervention. Il prendra l'information de son intervention, les clefs et le badge d'accès aux différents locaux.

Suite à son intervention, le technicien reprendra contact avec le technicien de maintenance pour la remise des clefs et du badge et transmettra son bon d'intervention par mail.

3.5 Moyens matériels du titulaire

Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre).

Le Titulaire doit avoir en sa possession tous les outils nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance et de dépannage, et les appareillages nécessaires aux diagnostics ou à la programmation des équipements et remise en service quel que soit la marque et la technologie équipements pris en charge dans le cadre de ce marché.

3.6 Identifications des équipements

Dans les 5 jours ouvrés suivant la date de notification du marché, le titulaire apposera sur chaque équipement une signalétique, sur laquelle sera mentionné le numéro d'identification de l'équipement propre à l'acheteur tel qu'il est indiqué sur la liste des équipements (annexe 7).

Ce numéro d'identification sera reporté sur toutes pièces administratives (devis, factures, constat...).

3.7 Documentation

La documentation relative aux installations se situe sur les installations. Cette notice comporte une description des caractéristiques de l'installation et les instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des portes et portails automatiques.

Si l'acheteur ne dispose pas de cette notice, le titulaire élabore ce document sans contrepartie financière. En fin de contrat, la notice d'instructions est remise à l'acheteur, 3 mois avant l'échéance.

Le titulaire s'engage à laisser sur site toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, notices d'instructions et d'utilisation. Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du titulaire.

Après toute modification des installations ou travaux effectués au cours du présent contrat, le titulaire met à jour les plans, schémas des installations sous 15 jours ouvrés, les laisse à demeure sur l'installation et fournit les notices d'instructions pour la maintenance et la réparation des dispositifs qui auraient pu être remplacés ou ajoutés. Un double de toutes les documentations, notices et instructions est remis à l'acheteur en version électronique dans ce même délai. La notice d'instruction de l'appareil est remise à jour.

L'outil de maintenance/dépannage est également laissé à disposition sur le site dans le cas où l'acheteur en est le propriétaire.

Article 4 Contrôles - États des lieux - Audit des installations

4.1 Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle

Le Titulaire s'engage à effectuer les visites préventives et tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes.

Le Titulaire se tient à la disposition de l'acheteur, sans contrepartie financière :

- Dans le cadre d'audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'acheteur et nécessitant la présence du Titulaire. Cette demande peut être faite autant de fois que nécessaire.
- A l'occasion des états des lieux contradictoires au début ou la fin du contrat d'entretien d'une installation.
- Pour assister aux réunions semestrielles d'exploitation qui pourront être organisées par l'acheteur. La présence d'un interlocuteur technique et d'un interlocuteur commercial est nécessaire.
- Pour assister aux réunions exceptionnelles qui pourront être organisées par l'acheteur en cas de difficulté sur un site.

4.2 Etats des lieux contradictoires

Un état des lieux contradictoire des installations sera réalisé par les titulaires entrants et sortants sous 15 jours calendaires à compter du démarrage des prestations.

Cet état des lieux a pour objectif :

- De faire un relevé des caractéristiques des équipements
- De relever les non-conformités
- De vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des sécurités
- D'identifier les équipements nécessitant des investissements à programmer par l'acheteur.

Le bilan de cet état des lieux sera remis à l'acheteur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter du démarrage des prestations. Passé ce délai, le prestataire ne pourra faire état d'aucune réclamation et devra prendre à sa charge les travaux de non conformités et de remise en service de l'ensemble des sécurités.

L'absence du Titulaire entrant à l'état des lieux contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne pourra faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

A la fin du contrat, le Titulaire sortant laissera les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement, de sécurité et libres de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements. A cet effet, un état contradictoire de l'état des matériels sera dressé.

Tous plans et notices relatifs aux installations seront remis à l'acheteur avec mise à jour si des modifications ont été apportées en cours de contrat.

En cas de négligence ou carence dans l'exécution des clauses du contrat, les travaux de remise en état contradictoirement acceptés seront à la charge du Titulaire.

4.3 Réserves de maintenance

Les réserves relatives à la maintenance des installations qui seraient notifiées au titulaire par l'acheteur, ou par un bureau d'études, et qui sont à la charge du titulaire devront être levées sous :

- 24 heures ouvrées à compter de la date de notification pour les réserves afférentes à la sécurité des usagers ou des intervenants
- 10 jours ouvrés à compter de la date de notification pour l'ensemble des autres réserves

Le Titulaire s'engage à réduire au minimum de 75% le nombre de réserves de maintenance sur chaque installation pendant la durée du contrat. Les réserves afférentes à la sécurité doivent être levées à 100% sous 4 heures.

Le Titulaire devra tenir informée l'acheteur de l'avancement de ces levées de réserves par mail. Dans le cas où l'acheteur met en ligne les réserves de maintenance sur une plateforme spécifique, le Titulaire viendra renseigner l'avancement de ces levées.

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

Le non-respect des délais définis ci-dessus entraîne l'application des pénalités définies au CCAP.

Article 5 Opérations de vérifications périodiques

5.1.1 Contenu de l'entretien de base

L'entretien de base comprend :

- a) Les visites d'entretien périodiques (nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques, électroniques) nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité ;
- b) Les interventions de dépannage quelle qu'en soit la raison ;
- c) Le contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité ;
- d) La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement ;
- e) Le remplacement* des pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations ;
- f) La fourniture et l'affichage des notices d'instruction et d'utilisation ;
- g) La fourniture du carnet d'entretien physique ;
- h) Le marquage au sol.

** sont compris dans le remplacement, la fourniture des pièces et la main d'œuvre nécessaire à la réalisation des travaux.*

Le remplacement s'entend fourniture des pièces et main d'œuvre nécessaire à la réalisation des travaux.

L'entretien de base ne comprend pas :

- a) le remplacement des pièces constituant la structure des installations et les éléments de fixation dans le gros œuvre ;
- b) la réparation ou le remplacement des pièces consécutif à des actes de vandalisme ;
- c) la réparation ou le remplacement des pièces fixes et mobiles ou de la structure des installations consécutifs à une mauvaise utilisation des installations, dégradations dues à un autre corps d'état lors d'opérations de manutention, de perçage, de travaux de fouille, au non-respect des instructions d'utilisation ou à une catastrophe naturelle ;
- d) la mise en conformité des installations nécessitée par la réglementation ;
- e) le remplacement et la reprogrammation des dispositifs de commande radioélectriques ou électriques tels que les badges, télécommandes, claviers, digicodes ;
- f) le remplacement des dispositifs de détection enfouis ou apparents tels boucles magnétiques et inductives,
- g) le traitement anticorrosion ;

Les interventions pour mauvais fonctionnement s'entendent comme des dépannages, ils sont réalisés tous les jours de l'année.

Dans le cas où une dégradation ne serait pas signalée par le prestataire et pour laquelle il n'aurait pas joué de son rôle de conseil, il pourra être tenu responsable de la détérioration de l'installation et devra prendre en charge les travaux de remise en état.

Chaque intervention hors maintenance préventive fera l'objet d'un devis qui précisera notamment le n° d'identification de l'équipement, le nom et l'adresse de l'équipement concerné, ainsi que la nature de l'intervention à réaliser.

Ce devis comportera le détail des pièces et de la main d'œuvre et devra être transmis dans un délai de 48h ouvrés, au plus tard, à compter de la demande, à l'acheteur.

Cette demande fera l'objet d'une analyse de l'acheteur qui établira un Bon de Commande au titulaire.

Exclusions de la maintenance préventive

Ne sont pas inclus dans la maintenance préventive et feront l'objet de facturations spécifiques :

- Les travaux de rénovation ou de mise en conformité des installations avec des règlements qui seraient postérieurs à la notification ;
- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, les catastrophes naturelles, l'accident indépendant de l'action du Titulaire, l'inobservation des prestations réglementaires ou la surtension électrique ;
- Les évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires ;
- Les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme.

Un devis sera alors établi, selon le « Bordereaux de Prix Unitaires » avec le détail des pièces et de la main d'œuvre.

5.1.2 Portée de l'entretien

L'entretien porte sur les éléments suivants :

- le tablier, vantail ;
- les éléments de guidage (rails, galets, contre galets, fins de courses, courroies, ...) ;
- les articulations (charnières, pivots, ...) ;
- les fixations ;
- les éléments de transmission du mouvement, pignons, poulies ;
- les motoréducteurs, pompes, compresseurs, bête hydraulique ;
- les chaînes, câbles, sangles, vérins, courroies ;
- les fins de course ;
- les organes de commande ;

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

-
- les organes de sécurité des personnes (capotages, dispositifs de protection divers)
 - les limiteurs d'efforts ;
 - l'armoire de commande, y compris le récepteur ;
 - l'équilibrage (contrepoids, ressorts) ;
 - le débrayage manuel ;
 - la signalisation (visuelle et sonore, et le marquage au sol) ;
 - la propreté de l'ensemble de l'équipement ;
 - l'entretien et le remplacement de pièces constitutives du tableau d'arrivée de courant.

5.1.3 Marquage au sol

L'acheteur souhaite que l'ensemble des marquages au sol soit maintenu dans un parfait état. En conséquence, si le marquage est effacé à plus de 30%. (Zone, largeurs de bandes et couleurs conformes aux articles R-134-57 et R-134-55 (alinéa 6) du code de la construction et de l'habitation) le titulaire est tenu de les remettre en état.

L'acheteur se réserve la possibilité de vérifier la réalisation de ces marquages au sol par des visites inopinées.

Annuellement, à la date anniversaire du contrat, le titulaire intégrera à la maintenance préventive, la réalisation du marquage au sol. Il devra la remise d'un planning à l'acheteur indiquant les équipements qui seront réalisés.

Le titulaire devra effectuer l'intégralité des marquages de toutes les installations sur la durée totale du marché.

La non-réalisation de ces marquages au sol entraînera l'application des pénalités prévues au CCAP.

5.2 Planning d'intervention

A chaque date anniversaire du contrat, le titulaire devra remettre à l'acheteur son calendrier des visites de maintenance avec l'identification des visites à réaliser par semaine.

Les visites sur un équipement seront réalisées :

- Semestriellement avec un espacement minimal de 4 mois et maximal de 8 mois.
- Annuellement avec un espacement minimal de 10 mois et maximal de 14 mois.

Le Titulaire s'engage à respecter le planning de visite.

5.3 Durée des travaux d'entretien et dépannage

La durée des travaux d'entretien et le dépannage des installations devra être aussi réduite que possible et n'excéder en aucun cas 8 heures (ouvrées pour les travaux d'entretien et 24/24 pour le dépannage) à compter de la demande d'intervention, sauf exception signifiée par écrit par le titulaire et mentionnant la raison du dépassement.

Dans le cas où il serait dans l'incapacité de procéder à la remise en service de l'équipement sous ce délai, le Titulaire s'engage à mettre l'installation en sécurité et l'équipement en position indiquée par l'acheteur.

De plus, le Titulaire s'engage à informer l'acheteur par téléphone et courrier électronique de la mise à l'arrêt de l'installation en précisant la nature du dysfonctionnement, et la date prévisionnelle de remise en service. Une information devra être adressée de la même façon consécutivement à la remise en service.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage à informer directement le responsable de site avant de quitter les lieux.

Article 6 Information vers l'acheteur

6.1 Carnet d'entretien

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, un carnet d'entretien papier ou informatique mis à la disposition de l'acheteur.

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien ;
- Nom et signature du technicien ;
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les installations au titre de l'entretien ;
- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

De plus, le Titulaire :

- A obligation lors d'une intervention, que ce soit dans le cadre d'un dépannage ou de gros travaux, si l'installation doit rester à l'arrêt plus de 8 heures consécutives, d'informer par voie d'affichage la date et l'heure de remise en service de l'installation ;
- Informe les usagers par affichage de l'existence d'une panne ;
- Communique à la demande de l'acheteur, le détail des interventions pour une période donnée ;
- Tient à la disposition de l'acheteur la notice à jour d'instruction des installations en sa possession ;
- Remet à l'acheteur à titre d'information l'organisation de son plan d'entretien en vigueur dans son offre et à la signature du contrat, les coordonnées des responsables à joindre par secteur d'attribution et informe l'acheteur des changements en cours de contrat. Ce programme de maintenance fera apparaître :
 - Le nombre et la qualification des intervenants affectés à l'exécution du contrat d'entretien,
 - Le nombre d'installations par secteur géographique individuel,
 - La fonction précise des intervenants sur ce marché,
 - La périodicité et la période approximative d'intervention pour chaque installation,
 - Le programme d'entretien (vérifications, réglages, etc.) envisagé sur les installations, décomposé par mois,

ASCAUDIT est une société d'ASCAUDIT GROUPE

-
- Le temps prévisionnel de maintenance par installation,
 - Le temps d'immobilisation pour gros travaux d'entretien.

Si le carnet est manquant lors de la prise en charge des installations, le Titulaire s'engage à en mettre un à disposition sans contrepartie financière. Le Titulaire mettra à disposition des services techniques de l'acheteur une version électronique du carnet d'entretien sur un portail informatique avec accès personnalisé.

6.2 Opérations de maintenance lourde

Le Titulaire devra soumettre à l'acheteur son calendrier des travaux programmés au plus tard 3 mois avant le début des opérations :

Le calendrier devra faire apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'installation immobilisée,
- La date prévisionnelle d'immobilisation,
- La définition des travaux exécutés.

Le Titulaire devra, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, informer l'acheteur de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'une installation.

6.3 Tenue d'un registre d'appel

Le titulaire tiendra à jour en ses bureaux un registre d'appel de l'acheteur ainsi que les suites données à ces appels qui pourra à tout instant être consulté par celui-ci. Les prestations de réparations d'installations qui en découlent sont incluses dans la prestation de dépannage.

6.4 Bordereau d'intervention

Chaque intervention relevant de l'article 2.3 du présent CCTP fera l'objet d'un bordereau d'intervention qui précisera entre autres le n° d'identification de l'équipement, le nom et l'adresse de l'équipement concerné, ainsi que la nature de l'intervention réalisée, le jour et l'heure de l'intervention. Ce bordereau sera envoyé par mail à l'Université.

6.5 Registre de sécurité

Le titulaire devra compléter le registre de sécurité à chaque maintenance préventive et annexera les bons de visite pour la vérification des portes automatique de chaque appareil.

En cas de non-respect des pénalités seront appliquées dont le montant est fixé au CCAP.

Article 7 Disponibilité des pièces de rechange

Le Titulaire doit constituer un stock de pièces détachées lui permettant de garantir une remise en service des installations dans les délais impartis.

Ce stock sera entreposé dans les locaux du Titulaire. Ce stock doit être composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le contrat d'entretien et de pièces facturables non couvertes par ledit contrat.

Le Titulaire doit être vigilant sur les pièces et matériels dont il dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. A chaque utilisation des stocks, ceux-ci doivent être immédiatement reconstitués. Sur simple demande de l'acheteur, la liste des équipements stockés doit pouvoir être fournie.

Article 8 Equipements du personnel intervenant

Le titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre)

Les équipements de sécurité (balisage, barrière de chantier) sont à la charge du Titulaire et sous sa responsabilité.

Ils doivent être à proximité immédiats du poste de travail et sont utilisés dès qu'une situation le nécessite.